

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2001 — 1130

[C — 2001/29177]

**29 MARS 2001. — Décret modifiant le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse  
dans ses dispositions visant les Conseils d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans tous les articles du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les termes "l'Exécutif" sont remplacés par les termes "le Gouvernement".

**Art. 2.** L'article 21 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Article 21. Le conseil d'arrondissement :

1° stimule, favorise la coordination en matière de prévention générale et supervise les actions mises en place en la matière au sein de l'arrondissement;

2° propose d'affecter le budget de prévention générale aux objets qu'il détermine au et en contrôle l'utilisation;

3° s'organise, en collaboration avec les structures locales disponibles sur l'ensemble de son territoire, afin de recueillir les besoins et avis des jeunes en matière d'actions de prévention générale.

Un membre du conseil d'arrondissement est désigné pour coordonner cette mission en synergie avec la section de prévention générale du service de l'aide à la jeunesse de l'arrondissement et en présenter les résultats, au moins une fois par an, dans un rapport écrit.

4° étudie une programmation des besoins de l'arrondissement en matière de services nécessaires à l'application du présent décret et remet avis ou propositions au Gouvernement soit d'initiative soit à la demande de celui-ci;

5° attire l'attention des autorités publiques sur toute situation défavorable au développement de la personnalité des jeunes et à leur insertion sociale;

6° publie annuellement un rapport comprenant :

a) le bilan d'activités;

b) l'analyse critique de la situation de l'arrondissement;

c) le programme des actions préconisées.

Ce rapport est transmis à l'administration compétente au plus tard pour le 31 mars de l'année suivante.

7° rend un avis, au moins tous les trois ans, sur l'opportunité du ou des projets pédagogiques, au vu des besoins de programmation des services ayant leur siège principal d'activité dans le même arrondissement et en rédige une évaluation."

**Art. 3.** L'article 22 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Article 22. § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'arrondissement se compose de douze à vingt-quatre membres effectifs et d'un nombre équivalent de suppléants. Les membres effectifs et leur suppléant sont nommés par le Gouvernement pour un terme renouvelable de six ans.

Le mandat prend cours le premier jour du cinquième mois qui suit l'installation des nouveaux conseils communaux et au plus tard le premier juin.

Les membres du conseil d'arrondissement sont désignés parmi les personnes reconnues pour leur compétence en matière d'aide à la jeunesse. Le conseil d'arrondissement se compose :

1° pour un tiers parmi les membres des conseils de l'aide sociale de l'arrondissement.

La priorité est d'abord accordée aux candidats mandatés par plusieurs centres publics d'aide sociale ou par une organisation représentative des centres publics d'aide sociale et ensuite aux candidats mandatés par leur centre public d'aide sociale.

2° pour un tiers parmi les personnes qui sont soit membres du personnel d'un service public ou d'un service privé agréé qui collabore à l'aide à la jeunesse, à la protection de la jeunesse ou à la protection de la mère et de l'enfant, soit parents d'accueil.

La priorité est accordée aux candidats mandatés par une structure fédérative, une organisation de travailleurs ou à défaut par un service agréé d'aide à la jeunesse.

3° pour un tiers parmi les personnes attestant d'une expérience utile en matière d'action sociale, médicale, culturelle, éducative, de logement ou d'emploi et de formation en faveur de la jeunesse et de la famille et parmi des membres de la police locale.

La priorité est accordée aux candidats mandatés notamment par un conseil de police, une structure fédérative ou un organisme spécialisé.

§ 2. Un quart au moins des membres du conseil d'arrondissement doivent être âgés de moins de trente-cinq ans au jour de leur nomination ou du renouvellement de celle-ci. Le conseil d'arrondissement ne peut compter plus de deux tiers de représentants du même sexe.

§ 3. La procédure de renouvellement des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse se déroule comme suit :

1° Pour le quinze février au plus tard, le Gouvernement diffuse l'appel aux candidatures le plus largement possible, notamment par publication au *Moniteur belge*, par voie de presse et par courrier aux organismes repris au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Le président en exercice du conseil d'arrondissement diffuse également cet appel le plus largement possible au sein de son arrondissement.

2° Une réunion du conseil d'arrondissement en exercice est consacrée à l'information des candidats sur la fonction de membre du conseil d'arrondissement. Chaque candidature devra être motivée et accompagnée de la preuve de la participation à la réunion d'information organisée par le conseil d'arrondissement. Chaque candidature devra, en outre, présenter les noms d'un candidat effectif et de son suppléant.

3° Pour le trente avril au plus tard, les candidats sont tenus de transmettre leur candidature au Gouvernement.

§ 4. Est réputé démissionnaire le membre du conseil qui n'aura pas été présent ou représenté à un tiers des séances au cours d'une même année civile. En cas de contestation motivée du démissionnaire, le conseil d'arrondissement peut exceptionnellement déroger à cette disposition si les deux tiers de ses membres y consentent. Un membre est représenté quand son suppléant le remplace avec voix délibérative, le président étant préalablement informé de l'absence du titulaire.

§ 5. Lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme prévu, son suppléant devient membre effectif du conseil d'arrondissement.

Le Gouvernement pourvoit à la nomination d'un nouveau membre suppléant dans les plus brefs délais.

Ce nouveau membre sera désigné parmi les personnes ayant rempli les conditions nécessaires à la prise en compte de leur candidature lors de la dernière procédure de renouvellement des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse.

Le mandat du remplaçant prend fin en même temps que celui des autres membres du conseil d'arrondissement.

§ 6. Le premier président de la cour d'appel compétente est invité à présenter un juge de la jeunesse de l'arrondissement pour participer avec voix consultative aux travaux du conseil d'arrondissement.

Le procureur général près la cour d'appel compétente est invité à présenter un membre du parquet de la jeunesse de l'arrondissement pour participer avec voix consultative aux travaux du conseil d'arrondissement.

§ 7. Le conseiller, les conseillers adjoints, le directeur et les directeurs adjoints participent avec voix consultative aux travaux du conseil d'arrondissement de leur ressort.

§ 8. Le conseil d'arrondissement se réunit au minimum dix fois par an."

**Art. 4.** L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Article 23. Le Gouvernement nomme un président et deux vice-présidents parmi les membres avec voix délibérative de chaque conseil d'arrondissement.

Lorsque les sections sont créées au sein d'un conseil d'arrondissement, chacune d'elles est présidée soit par le président soit par un des deux vice-présidents.

Le conseil peut entendre, d'initiative ou à leur demande, toute personne ou tout service susceptible de l'éclairer dans ses missions visées à l'article 21."

**Art. 5.** Il est inséré un nouvel article 66*bis* dans le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, rédigé comme suit :

"Pour le renouvellement des conseils d'arrondissement prévu en 2001, l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable.

Les conseils d'arrondissement en place au 1<sup>er</sup> janvier 2001 continuent à siéger jusqu'à l'installation des nouveaux conseils d'arrondissement.

**Art. 6.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 29 mars 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2000-2001.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 125-1. — Amendements de commission, n° 125-2. — Rapport, n° 125-3.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 27 mars 2001.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1130

[C — 2001/29177]

**29 MAART 2001. — Decreet tot wijziging van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd in zijn bepalingen omtrent de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** In alle artikelen van het decreet van 4 maart 1991 inzake de hulpverlening aan de jeugd worden de woorden "de Executieve" vervangen door de woorden "de Regering".

**Art. 2.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 21. De arrondissementsraad :

1° moedigt de coördinatie inzake algemene preventie aan, werkt die in de hand, en voert de supervisie over de acties die terzake binnen het arrondissement in het werk worden gesteld;

2° stelt voor de begroting inzake algemene preventie te bestemmen voor de doelstellingen die hij bepaalt, en controleert er de aanwending van;

3° organiseert zich, in samenwerking met de beschikbare lokale structuren over heel zijn gebied, teneinde de behoeften en adviezen te achterhalen van de jongeren inzake de acties voor algemene preventie.

Een lid van de arrondissementsraad wordt aangewezen om deze opdracht te coördineren met de afdeling algemene preventie van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd van het arrondissement en hiervan de resultaten in een geschreven verslag voor te leggen, dit minstens eenmaal per jaar.

4° bestudeert een programmatie van de behoeften van het arrondissement in verband met de diensten die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit decreet, en brengt adviezen uit of doet voorstellen aan de Regering, hetzij op eigen initiatief, hetzij op haar aanvraag;

5° vestigt de aandacht van de overheid op elke toestand die nadelig kan zijn voor de ontwikkeling van de persoonlijkheid van de jongeren en voor hun inschakeling in de maatschappij;

6° maakt jaarlijks een verslag bekend, met opgave van :

a) de activiteitenbalans;

b) de kritische analyse van de toestand van het arrondissement;

c) het programma van de aanbevolen acties.

Dit verslag wordt uiterlijk tegen 31 maart van het volgende jaar verzonden naar het bevoegd bestuur.

7° brengt, minstens om de drie jaar, een advies uit over de wenselijkheid van het of de pedagogische projecten, rekening houdend met de programmatiebehoeften van de diensten wier hoofdzetel gevestigd is in hetzelfde arrondissement en maakt hierover een evaluatie."

**Art. 3.** Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 22. § 1. De arrondissementsraad is samengesteld uit twaalf tot vierentwintig effectieve leden en een gelijk aantal plaatsvervangers. De effectieve leden en hun plaatsvervangers worden door de Regering voor een hernieuwbare termijn van zes jaar benoemd.

Het mandaat vangt aan op de eerst dag van de vijfde maand die volgt op de installatie van de nieuwe gemeenteraden en uiterlijk op 1 juni.

De leden van de arrondissementsraad worden aangewezen onder personen die erkend zijn voor hun bekwaamheid inzake hulpverlening aan de jeugd. De arrondissementsraad is samengesteld :

1° voor één derde, uit leden van de raden van maatschappelijk welzijn van het arrondissement.

Voorrang wordt gegeven aan de kandidaten die afgevaardigd zijn door meerdere openbare centra voor maatschappelijk welzijn of door de representatieve organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en vervolgens aan de kandidaten afgevaardigd door hun openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

2° voor één derde, uit personen die hetzij personeelsleden zijn van een overheidsdienst of van een erkende privé-dienst die zijn medewerking verleent voor de hulpverlening aan de jeugd, de jeugdbescherming of de bescherming van moeder en kind, hetzij uit onthaalouders.

Voorrang wordt gegeven aan de kandidaten die zijn afgevaardigd door een bondsstructuur, een werknemersorganisatie of, bij ontstentenis, door een erkende dienst voor hulpverlening aan de jeugd.

3° voor één derde, uit personen die nuttige ervaring kunnen voorleggen op het vlak van sociale, medische, culturele, educatieve acties of acties met betrekking tot de huisvesting of werkgelegenheid en vorming ten gunste van jeugd en gezin en uit leden van de lokale politie.

Voorrang wordt gegeven aan de kandidaten die onder meer afgevaardigd worden door een politieraad, een bondsstructuur of een gespecialiseerd orgaan.

§ 2. Ten minste één vierde van de leden van de arrondissementsraad moet minder dan vijftig jaar uit zijn op de dag waarop ze worden benoemd of waarop hun benoeming wordt hernieuwd. De arrondissementsraad mag niet meer dan twee derde van vertegenwoordigers van hetzelfde geslacht tellen.

§ 3. De procedure voor de hernieuwing van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd geschiedt als volgt :

1° uiterlijk tegen vijftien februari doet de Regering een zo breed mogelijke oproep tot kandidaten, met name aan de hand van een publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, via de pers en een brief ter attentie van de in § 1, derde lid, bedoelde instellingen.

De in dienst zijnde voorzitter van de arrondissementsraad verspreidt deze oproep ook zo wijd mogelijk in zijn arrondissement.

2° Een vergadering van de in dienst zijnde arrondissementsraad wordt gewijd aan de voorlichting van de kandidaten over de functie van lid van de arrondissementsraad. Iedere kandidaatstelling moet worden gemotiveerd en vergezeld van het bewijs van deelname aan de door de arrondissementsraad georganiseerde informatievergadering. Iedere kandidaatstelling moet daarenboven melding maken van de naam van het effectief lid en van zijn plaatsvervanger.

3° Uiterlijk tegen dertig april moeten de kandidaten hun kandidaatstelling bezorgen aan de Regering.

§ 4. Als ontslagnemend wordt geacht het lid van de raad dat op één derde van de zittingen tijdens eenzelfde kalenderjaar niet aanwezig of vertegenwoordigd was. In geval van gemotiveerde betwisting van het ontslagnemend lid, kan de arrondissementsraad uitzonderlijk afwijken van deze bepaling als twee derde van zijn leden hiermee instemt. Een lid is vertegenwoordigd indien zijn plaatsvervanger hem vervangt en stemgerechtigd is. De voorzitter moet voorafgaandelijk op de hoogte gebracht worden van de afwezigheid van de titularis.

§ 5. Wanneer het mandaat van een lid voor de vastgestelde termijn eindigt, wordt diens plaatsvervanger effectief lid van de arrondissementsraad.

De Regering voorziet zo snel mogelijk in de benoeming van een nieuw plaatsvervangend lid.

Dit nieuw lid zal worden aangewezen onder de personen die voldoen aan de voorwaarden op grond waarvan hun kandidatuur in aanmerking werd genomen bij de laatste procedure voor de hernieuwing van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd.

Het mandaat van de plaatsvervanger eindigt op hetzelfde ogenblik als dat van de andere leden van de arrondissementsraad.

§ 6. De eerste voorzitter van het bevoegde hof van beroep wordt verzocht een jeugdrechter van het arrondissement voor te dragen om aan de werkzaamheden van de arrondissementsraad met raadgevende stem deel te nemen.

§ 7. De adviseur, de adjunct-adviseurs, de directeur en de adjunct-directeurs nemen met raadgevende stem deel aan de werkzaamheden van de arrondissementsraad van hun gebied.

§ 8. De arrondissementsraad vergadert minstens tien maal per jaar. »

**Art. 4.** Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 23. De Regering benoemt een voorzitter en twee ondervoorzitters uit de stemgerechtigde leden van elke arrondissementsraad.

Wanneer afdelingen binnen een arrondissementsraad worden opgericht, wordt elk van die voorgezeten hetzij door de voorzitter hetzij door één van beide ondervoorzitters.

De raad kan, op eigen initiatief of op hun verzoek, iedere persoon of dienst horen die een bijzonder licht kunnen werpen op de in artikel 21 bedoelde opdrachten.”

**Art. 5.** Er wordt een nieuw artikel 66bis ingevoegd in het decreet van 4 maart 1991 inzake de hulpverlening aan de jeugd, luidend als volgt :

“Voor de in 2001 voorziene hernieuwing van de arrondissementsraden, is artikel 22, § 1, tweede lid, niet van toepassing.

De op 1 januari 2001 bestaande arrondissementsraden blijven verderwerken tot de installatie van de nieuwe arrondissementsraden.”

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 27 maart 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de ONE,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

*Zitting 2000-2001*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 125-1. — Amendementen in de commissie, nr. 125-2. — Verslag, nr. 125-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en stemming. Zitting van 27 maart 2001.